

Article 21 du Règlement

Les insignes du service de guerre en Corée sont une marque de reconnaissance officielle accordée à ces anciens combattants qui ont servi dans les Forces armées canadiennes ou au sein des groupes de soutien entre le 27 juin 1950 et le 27 juillet 1954. Le ministre a annoncé également que les proches parents des anciens combattants décédés pourraient aussi réclamer ces insignes.

Il est grand temps que ces hommes et ces femmes valeureux reçoivent une marque de gratitude officielle de la part du peuple et du gouvernement du Canada, et je suis fier de faire partie du gouvernement qui leur a manifesté finalement ce témoignage de reconnaissance.

* * *

LA COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

LE PROJET D'ÉTABLIR UN TEMPLE CANADIEN DE LA RENOMMÉE

M. Bill Tupper (Nepean—Carleton): Monsieur le Président, j'ai le privilège d'habiter la Capitale nationale depuis près de trois décennies. Je la considère comme un joyau, mais comme tous les joyaux elle aurait besoin d'un léger polissage. La capitale possède une grande beauté naturelle. C'est un endroit sûr et idéal pour vivre, travailler et élever une famille. On y trouve des écoles, des universités, des établissements de recherche et des institutions culturelles de renom.

La Commission de la capitale nationale a récemment diffusé un document de travail ou plan d'orientation pour la capitale. Elle a pour mandat de s'assurer que notre capitale sert de lieu de rencontre, d'unir les Canadiens dans le cadre du processus démocratique, de faire connaître le Canada à ses habitants et de préserver les trésors nationaux chers au cœur de tous nos concitoyens... bref, elle est chargée de faire de la capitale un symbole national.

Une des principales propositions de la Commission est de faire connaître les grandes réalisations des Canadiens. Une façon d'atteindre cet objectif serait d'établir dans la capitale un temple canadien de la renommée qui rendrait hommage aux réalisations individuelles et collectives ainsi qu'aux contributions à la qualité de vie des Canadiens. J'encourage la Commission de la capitale nationale à persévérer dans cette voie.

* * *

● (1410)

LES RELATIONS OUVRIÈRES

TORONTO—LE LOCK-OUT À CFTO-TV

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, à titre de porte-parole du Nouveau parti démocratique en matière de communications, je m'inquiète du lock-out à CFTO-TV à Toronto. Il semble que la société cherche simplement à briser les reins du syndicat et il est évident qu'elle négocie de mauvaise foi pour y arriver.

Je cite M. Lorrie Goldstein, du *Sun* de Toronto, une personne que l'on pourrait difficilement qualifier de gauchiste, à mon avis. Voici ce qu'il a dit:

Personnellement, je n'aime pas les syndicats.

Cela dit, si Doug Bassett qui dirige CFTO-TV était mon patron, je serais probablement syndicaliste.

Je m'inquiète tout particulièrement du manque d'objectivité des reportages de la société sur la grève qui les concerne. Elle abuse de la liberté de presse et des ondes et le CRTC devrait se pencher sur la question. Je m'inquiète également que des ministres aient franchi la ligne de piquetage bien que le premier ministre (M. Mulroney) ait dit qu'il ne commettrait jamais un tel acte et que les ministres ne soient pas censés le faire.

Cette grève est pénible et brutale. La direction de CFTO doit se rendre compte que certains aspects de la situation débordent le cadre du conflit et s'employer à obtenir un règlement de cette grève avec lock-out.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES CAMPS DE RÉFUGIÉS À BEYROUTH—LA LUTTE ARMÉE POUR OBTENIR LE CONTRÔLE

M. Roland de Corneille (Eglinton—Lawrence): Encore une fois, monsieur le Président, des hommes, des femmes et des enfants innocents sont pris entre deux lignes de feu alors que des factions rivales de l'OLP se font la lutte pour imposer leur contrôle sur les camps de réfugiés de Shatila et de Bourj-el-Barajneh à Beyrouth.

Depuis le début de mai, près de 170 personnes sont mortes et plus de 600 autres ont été blessées par suite des combats que se livrent les forces du Fatah de Yasser Arafat et celles de l'insurrection Fatah de son rival le colonel Said Mussa que soutiennent les Syriens. Des témoins ont déclaré «que presque toutes les constructions du camp de Shatila ont été démolies ou beaucoup endommagées». Selon les dirigeants de l'OLP, 80 p. 100 du camp de Bourj-el-Barajneh a été détruit par les bombardements depuis deux mois.

Le 27 juin, le groupe de M. Arafat a été contraint de céder le camp de Shatila aux hommes de M. Mussa après avoir perdu une bataille qui a duré trois mois et qui a fait plus de 90 morts. Si cette défaite a mis fin au combat dans le camp, un certain nombre de combattants du Fatah ont demandé et obtenu des médiateurs libyens un sauf-conduit pour rejoindre les bases de M. Arafat à proximité de Sidon. Ils vont en profiter pour s'y regrouper afin de livrer d'autres batailles et de faire d'autres innocentes victimes. Lorsque M. Mussa s'est emparé du camp de Bourj-el-Barajneh le 7 juillet, les combats qui s'étaient intensifiés le 4 juillet avaient fait 38 morts et 93 blessés.

Le gouvernement du Canada n'a publié aucune déclaration officielle à propos de ce massacre. Il est à peine croyable que les médias aient accordé si peu d'attention à cette brutale tragédie qui a duré plusieurs mois. Le Canada devrait songer aux mesures qu'il pourrait prendre pour aider les réfugiés à échapper à la guerre que se livrent les différentes factions de l'OLP et qui font inévitablement d'innocentes victimes.